

La Cour des comptes étrille la viabilité financière du Métro 3 à Bruxelles

L'Echo – Nicolas Keszei – 9 octobre 2025

Extraits. Article complet réservé aux abonnés.

<https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/bruxelles/la-cour-des-comptes-etrille-la-viabilite-financiere-du-metro-3-a-bruxelles/10630343.html>

Manque de prudence et de transparence, études préliminaires des sols insuffisantes, budget en dérapage complet et soucis de légalité dans les marchés publics, la Cour des comptes étrille le projet du Métro 3.

À la sulfateuse. Par rafales entières. Un **rapport** – provisoire – **de la Cour des comptes** intitulé "Le projet métro 3 en Région de Bruxelles-Capitale" flingue à tout-va. Et chacun en prend pour son grade: les autorités, la Stib et Beliris, sans oublier les entrepreneurs impliqués dans le projet. À l'issue de son audit – qui n'a pas été facilité par les parties prenantes –, la Cour des comptes relève que **"la viabilité financière du projet Métro 3 n'est pas assurée"**.

L'ensemble des 80 pages du rapport est du même tonneau. "Le pilotage du projet Métro 3, qui se caractérise par une **gestion de projet manquant de transparence** et de prudence, est inapproprié", lit-on dans les conclusions générales.

Cette version – qui attend encore les remarques des ministres concernés – intervient en pleines **tensions entre les négociateurs bruxellois**, chargés de tenter de confectionner un budget pour la Région bruxelloise. Lorsque les partis ont abordé la question des plans pluriannuels d'investissements (PPI) mardi, le président du MR, **Georges-Louis Bouchez**, aurait laissé entendre qu'il fallait arrêter le Métro 3.

Les négociateurs d'un budget bruxellois, déjà bien empêtrés par ailleurs, apprécieront cette saillie, alors qu'ils tentent, vaille que vaille, de trouver un milliard d'euros d'économies afin de ramener le déficit de la Région (1,5 milliard d'euros) dans des clous acceptables pour l'agence de notation Standard & Poor's. "La Région reste confrontée à un **déficit de financement du projet Métro 3 de près de 4 milliards** d'euros, tandis que sa dette brute consolidée a atteint 14 milliards d'euros en 2024", lit-on dans les conclusions du rapport de la Cour des comptes.

LIRE AUSSI

[La Stib préconise la poursuite du Métro 3 à Bruxelles](#)

Dans les grandes lignes, les dérapages des coûts du Métro 3 sont connus. À l'origine, en 2015, le gouvernement bruxellois avait acté des prévisions de 1,3 milliard d'euros pour la réalisation de la ligne complète et il était question d'une mise en service en 2024. Cette même année 2024, alors que la quasi-totalité des chantiers liés au métro étaient à l'arrêt, **le coût du projet a été estimé à 4,7 milliards d'euros**, un surcoût de 255% par rapport à 2015, pointe la Cour

des comptes. On le sait: aujourd'hui, il est question d'une – éventuelle – mise en service en 2035.

Au passage, la Cour des comptes souligne le **manque de transparence** ayant entravé son processus d'audit. La Cour explique n'avoir eu connaissance de certaines difficultés majeures rencontrées sur les chantiers qu'une fois celles-ci révélées dans la presse. Et il est question de pièces essentielles n'ayant pas été remises à la Cour dans un délai raisonnable. **Certaines pièces portant sur des marchés publics n'ont ainsi jamais été remises.**

Concernant le **tronçon Nord-Albert**, la Cour des comptes souligne que **la décision de faire passer un tunnel sous le palais du Midi était inadéquate** "compte tenu de la nature du sous-sol et de la faible profondeur des travaux". **Lacune des études géotechniques**, absence de consultation de certaines archives et manque de rigueur dans la gestion du projet sont pointés par la Cour.

Plus grave: le rapport pointe des **lacunes dans la gestion des marchés relatifs à la transformation des stations existantes**. Il est question d'erreurs de publicité, d'absence de mise en concurrence et de prolongations injustifiées de contrats. Sans surprise, **la Cour recommande à la Stib de revoir ses procédures** "pour garantir un contrôle interne effectif et ainsi une gestion plus efficace et conforme à la réglementation".

Le **tronçon Bordet-Nord** est passé à la même moulinette. De "multiples dysfonctionnements" et "défaillances dans la gestion et l'exécution du projet" poussent la Cour à **recommander une révision du cahier des charges et à relancer la procédure d'appel d'offres pour ce tronçon.**

Près de 550 millions d'euros déjà dépensés

In fine, la Cour des comptes recommande d'opter pour un scénario qui tient compte de la contrainte budgétaire et assure **une solution de mobilité présentant un bon rapport performance-coût**. De même, elle **recommande d'améliorer la maturité du projet**. Au début de l'été, la Stib avait fait savoir qu'elle préconisait de **poursuivre les travaux dans le tronçon Nord-Albert, de l'opérer avec des trams** avant de passer au métro et de reporter de dix ans la construction du deuxième tronçon. Le budget de cette solution s'élèverait à **1,5 milliard d'euros**. Selon des calculs de la Stib rendus publics au début de l'été, un arrêt pur et simple du Métro 3 coûterait 244 millions d'euros, sachant qu'à ce jour, 546 millions d'euros ont déjà été engloutis dans le projet.

Le résumé

- Un **rapport de la Cour des comptes** estime que la **viabilité financière du projet Métro 3 n'est pas assurée**.
- Dans un audit - que l'Echo a pu consulter - la Cour des comptes égrille toutes les parties prenantes au projet.
- Il est question de **manque de transparence et de prudence**, d'études préliminaires insuffisantes et d'absence de coordination.
- La Cour pointe également des **soucis de légalité dans la gestion des marchés publics**